

CONTRIBUTION AU PROJET DU MOUVEMENT DEMOCRATE

Congrès programmatique du 4 au 6 décembre 2009 à Arras

Par Régis Baschung, Mouvement départemental du Haut-Rhin (68)

Contribution au Chapitre 3-1 Gouvernance

POUR UNE MEILLEURE REPARTITION DES POUVOIRS !

Pour résoudre au mieux les problèmes humains, sociaux et économiques de tous les Français :
la subsidiarité !

Les Français votent aux trois niveaux :

- au niveau local (Municipales, Régionales, Cantonales),
- au niveau national (Présidentielle, Législatives) et enfin,
- au niveau européen (Européennes).

Et pourtant, le partage des compétences reste toujours obscur pour la plupart de nos concitoyens.

Une nouvelle gouvernance doit voir le jour.

Une gouvernance qui permette de répartir les compétences entre l'Europe, les états ou les régions et de définir qui est la plus apte à résoudre un problème donné.

Ce système décentralisé et dynamique remplacera, sans que personne ne s'en plaigne, le vieux système jacobin et centraliste qui, progressivement, conduit les Français à la ruine et aux séismes programmés.

POUR UNE VRAIE DEMOCRATIE DE PROXIMITE, CHANGEONS VERITABLEMENT NOS INSTITUTIONS ET
PASSONS A LA 6 EME REPUBLIQUE !

Le pouvoir central à Paris est coupé des réalités et ses élites énarchiques prétendent à tort régler tous les problèmes sans bouger de Paris. La superposition des niveaux de pouvoir provoque paralysie et confusion. En cas d'absence de décision entre la commune, les communautés de communes, le canton, le département, la région ou l'Etat, c'est toujours ce dernier qui tranche. A son profit. Pour prendre un exemple simple, dans le Haut-Rhin, le préfet a interdit une fusion de communautés de communes, ce qui a provoqué la démission des maires desdites communes.

Les élus locaux sont souvent aux ordres des partis politiques qui leur accordent pouvoirs et privilèges, comme on l'a vu pour le président du Conseil Général du Haut-Rhin, Charles Buttner, qui a rejoint l'UMP, condition pour conserver son siège, après un entretien à Paris avec Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP.

Les décisions nationales sont souvent prises à l'insu des citoyens, comme l'affaire du tunnel du Mont Blanc, le troisième aéroport de Paris, les projets de TGV, etc. Et bien souvent, pour dire non, il faut descendre dans la rue.

Mettons fin au cumul des mandats, qui entraîne courses au pouvoir, corruption et nuit au développement d'idées nouvelles et la formation d'un personnel politique plus jeune et compétent !

Mettons fin au partage de l'aide financière publique entre les grands partis car, actuellement, seule la participation d'un parti aux élections législatives lui donne droit à l'aide financière publique ! C'est bien souvent l'unique ressource des mouvements politiques. Entre deux scrutins, les petites formations ne peuvent pas se faire entendre. Pour elles, tout est verrouillé. Et on peut ensuite assister à des dérives comme l'alliance d'un petit parti polynésien et du Nouveau Centre pour que ce dernier puisse bénéficier de l'aide publique.

La presse régionale est sous-développée et l'information, élaborée à Paris, à travers l'AFP notamment, domine le paysage médiatique. Les chaînes de télévision sont toutes de connivence avec le pouvoir, de près ou de loin.

Chaque région, à l'instar de tous nos voisins, doit avoir un gouvernement régional. Remplaçons les conseils régionaux actuels par un gouvernement régional et un parlement régional ! Supprimons l'ENA et laissons les régions libres de former leur propre encadrement administratif !

Un gouvernement régional et un parlement régional fort des ses pouvoirs législatifs qui lève ses impôts permettront une meilleure gestion locale dans le respect des lois nationales. Les communes ou les communautés pourront disposer d'un budget pour les projets d'équipement de quartiers.

Remplaçons notre Sénat actuel qui n'a plus aucune représentativité par un Sénat des régions élu à la proportionnelle, qui défendra les intérêts des territoires ! Les sénateurs désignés par les régions auront un réel pouvoir de blocage.

Mettons en place de nouveaux mécanismes de démocratie locale ! Régions et communes ou communautés de communes seront libres d'organiser des référendums. D'autre part, donnons aux conseils de quartiers et aux associations le droit d'initiative et de pétition pour demander un référendum ou engager une proposition de loi.

Limitons à deux mandats consécutifs, afin de favoriser le renouvellement de la classe politique ! Interdisons également à ceux qui ont été condamné pour corruption de se présenter aux élections !

Il faut un financement transparent et public pour tous les partis, sur toutes les élections pour redonner le goût de la politique à nos concitoyens.

La séparation entre les pouvoirs médiatiques et institutionnels doit être réellement établie grâce à une haute autorité de contrôle.